



# INSTITUTION ADOUR

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 29 janvier 2025**  
(Convocation du 22 janvier 2025)

Aujourd'hui, le 29 janvier 2025 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	54
• Voix	323
<b>Présents</b>	
• Nombre	27
• Voix	161
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	5
• Voix	57
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	32
• Voix	218
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

## Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel, M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Jean-Yves Arrestat, M. Francis Betbeder, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Jean-Marc Lescoute, M. Patrick Maunas, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

## Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, M. Jean Arriubergé, M. Gérard Castet, M. Julien Dubois
- Pour les communautés de communes membres : M. Laurent Nolibois

## Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Véronique Thirault, M. René Castets, M. Francis Dupouey, M. Bernard Poublan, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Philippe Baron, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Didier Gaugeacq, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Marc Mabillet, M. Christophe Pugnetti,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Christian Ducos

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



**OBJET : Ressources humaines - Renouvellement d'un emploi non permanent (contrat de projet) pour la mise en œuvre du projet de territoire de gestion de l'eau du Midour et l'élaboration du projet de territoire de gestion de l'eau de la Douze**

### **Exposé des motifs :**

Monsieur le Président expose à l'assemblée délibérante que, dans le cadre des projets de territoire de gestion de l'eau prévus par l'instruction du Gouvernement du 7 mai 2019, il a été créé par délibération n°132/2021 du 8 décembre 2021, un emploi non permanent d'ingénieur afin, d'une part, de mener à bien la mise en œuvre et le suivi du plan d'action du PTGE Midour approuvé par le préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne et, d'autre part, de lancer l'élaboration du processus de co-construction du PTGE Douze.

Depuis lors, les actions structurantes du PTGE Midour, notamment la réutilisation des eaux usées de Mont-de-Marsan et les programmes de confortement des ouvrages de stockage en eau, mais aussi comme les actions d'économies d'eau et d'évolution des pratiques agricoles sont à l'étude et progressivement mises en œuvre. De même la concertation sur l'état des lieux du PTGE Douze est en cours.

Afin de finaliser les missions décrites ci-dessous, il est nécessaire de procéder au renouvellement de l'emploi non permanent à temps complet (35/35<sup>ème</sup>) du grade d'Ingénieur (catégorie A - filière technique) :

- mise en œuvre et suivi du plan d'action du PTGE Midour approuvé par le préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne en juillet 2020,
- conduite du processus de co-construction du PTGE Douze.

Dans l'objectif d'assurer la continuité de ces opérations, il est nécessaire de renouveler le contrat de projet pour une durée de trois ans, soit du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 mars 2028.

S'agissant d'un contrat de projet, celui-ci prendra fin après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée ou si le projet ou l'opération a été atteint. Il est rappelé que la durée totale des contrats de projet ne peut excéder 6 ans.

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 II,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels et notamment son chapitre 1<sup>er</sup>,

Vu le décret n° 2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique, Considérant la nécessité d'assurer la continuité de l'animation de la mise en œuvre du plan d'action du PTGE Midour et du processus de co-construction du PTGE Douze

### **LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

### **DECIDE**

#### **Article 1**

- de renouveler l'emploi non permanent à temps complet (35/35<sup>ème</sup>) du grade d'Ingénieur (catégorie A), pour mener à bien le projet ou l'opération suivante : mise en œuvre du PTGE Midour et élaboration du PTGE Douze,
- que l'agent recruté sera rémunéré sur l'indice brut 518 correspondant à un emploi de catégorie A,



- que le recrutement de l'agent se fera par contrat de travail de droit public d'une durée de trois ans (contrat de projet) conformément à l'article 3 II de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,
- que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget aux chapitre et article prévus à cet effet,
- d'autoriser le président à signer et prendre toutes décisions relatives à l'exécution de ce renouvellement.

## Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 29 janvier 2025 à Mont-de-Marsan,

Le Président,  
Paul CARRÈRE